

Baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris pour 2004

L'indicateur de référence de la vie économique des entreprises de la capitale

La tendance de l'année 2004 : bilan positif pour l'économie parisienne

- Créations d'entreprises : +9,71% par rapport à 2003
- Baisse des jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires : - 4,39% en comparaison avec 2003

INDICATEUR QUALITE du SERVICE GREFFE pour 2004
Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce : 0,98 jour

Tableau de bord : indicateurs clés de l'économie parisienne pour 2004

Indicateur de variation 2003 / 2004	En hausse	En baisse
Stock d'entreprises parisiennes : 298 158	+1,13%	
Les immatriculations d'entreprises	+9,71%	
Les immatriculations de SARL à libre capital social (de novembre 2004 à décembre 2004 ¹)	+45,26%	
Les prêts bancaires accordés aux entrepreneurs	+2,25%	
L'endettement fiscal des entreprises	+1,70%	
L'endettement social des entreprises		-13,02%
Les ouvertures de redressements et liquidations judiciaires		-4,39%

Un bilan positif pour l'économie parisienne

« L'année 2004 aura été marquée par une hausse annuelle des immatriculations d'entreprises de 9,71% dans la Capitale, avec 3 339 entreprises supplémentaires en activité au 30 décembre 2004, et 2 936 immatriculations de plus qu'en 2003. Un an et demi après l'entrée en vigueur de la Loi pour l'Initiative économique, force est de constater que les créations de SARL à libre capital ont apporté un nouveau souffle à l'économie parisienne. 4 786 SARL de ce type ont été créées à Paris en 2004, soit 14,42% des immatriculations au Registre du commerce.

Ce constat favorable s'accompagne d'une baisse de 4,39% des jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires. Ce score est très positif au regard de l'économie nationale : les principaux opérateurs économiques indiquent que les faillites ont progressé de 1,5% en France en 2004, par rapport à 2003.

Les entreprises parisiennes semblent par ailleurs évoluer dans un contexte plutôt favorable : l'endettement social diminue en nombre d'inscriptions de 13,02% et en montant de 15,09% ; les entrepreneurs ont été un peu plus nombreux (+2,25%) à solliciter et à obtenir des prêts bancaires pour acquérir un fonds de commerce ou effectuer des travaux de rénovation. »

Le greffe poursuit son objectif au service des entreprises et du Tribunal de commerce. Dans le cadre de la démarche qualité qu'il a entreprise, le greffe s'est engagé à améliorer la satisfaction de ses clients en termes d'accueil et de délais, qui s'est concrétisée par l'obtention de la certification ISO 9001 (version 2000) en juillet 2004. En 2004, les nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 0,98 jour ². En outre, 5 528 entrepreneurs ont participé à des entretiens directs ou téléphoniques avec le greffe dans le cadre d'actions « écoute clients » et d'information des nouveaux dirigeants pour veiller à la qualité du service.

¹ La loi pour l'Initiative Economique du 1^{er} août 2003 offre aux créateurs d'entreprises la faculté de constituer une sarl à capital social libre (contre 7 500 € minimum auparavant). Le montant minimum de capital exigé est de 1€. Les SARL à libre capital existant depuis le 1^{er} août 2003, la comparaison s'effectue au regard de novembre 2004 car l'année 2003 est incomplète.

² La Loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable (cet indicateur se définit ainsi : jour n+1 jusqu'à minuit).



IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES : LA TENDANCE DU MOIS

Augmentation des créations : +9,71% par rapport à 2003
4 786 SARL à libre capital ont été immatriculées en 2004, soit 26,87%
immatriculations de SARL

L'année 2004 a été particulièrement favorable à la création d'entreprises dans la Capitale : 33 177 entreprises se sont immatriculées l'an passé au Registre du commerce parisien, soit une moyenne mensuelle de 2 765 immatriculations.

Tout au long de l'année, les créations d'entreprises se sont montrées dynamiques, avec quelques mois plus porteurs que d'autres néanmoins :

- Les mois de février, mars et avril 2004 ont enregistré de très bons résultats, avec respectivement 2 942, 3 043 et 2 902 immatriculations ;
- Décembre 2004 clôture très positivement l'année, avec 3 720 créations.

En 2004, les deux formes juridiques les plus prisées des nouveaux entrepreneurs sont la SARL et la société civile. La répartition des créations s'effectue comme suit :

- 76,29% des nouvelles entreprises sont des sociétés commerciales, soit :
 - 60,58% sont des SARL, en hausse de +0,8 point par rapport à 2003.
 - 6,92% sont des sociétés anonymes et des sociétés par actions simplifiées, en recul de -1,2 point et -0,5 point,
 - 8,79% sont des commerçants, en baisse de 1,2 point en comparaison avec 2003
 - 2,26% sont des sociétés en nom collectif, en hausse de 0,39 point
- 20,60% des créations sont des sociétés civiles, en hausse de 0,30 point par rapport à 2003,
- 0,85% des nouvelles entreprises revêtent d'autres formes juridiques (groupements, sociétés d'exercice libéral).

La Loi pour l'Initiative Economique du 1^{er} août 2003 ³, a soutenu la création d'entreprises en 2004. 4 786 SARL à libre capital se sont immatriculées au Registre du commerce, soit 26,87% des créations de SARL toutes catégories confondues. Ces nouvelles entreprises disposent d'un capital social moyen de 2 121€, et la majorité d'entre elles, soit 33,16%, proposent des prestations de service ou de conseil aux entreprises.

Immatriculations au Registre du commerce	Janvier à décembre
2004	33 177
2003	30 241
Evolution en %	9,71%



PROFIL DES NOUVEAUX ENTREPRENEURS PARISIENS LA TENDANCE DE L'ANNEE

Rajeunissement des créateurs d'entreprises :
L'âge moyen s'établit à 41,7 ans pour les femmes et à 42,5 ans pour les hommes en 2004

La population des nouveaux entrepreneurs parisiens de 2004 est constituée de 25,3% de femmes et de 74,7% d'hommes, soit un chiffre stable par rapport à 2003. Par rapport à 2003, les créateurs d'entreprises parisiens sont plus jeunes en 2004 : les femmes sont âgées de 41,7 ans en moyenne (contre 43,1 ans en 2003) et les hommes de 42,5 ans (contre 42,9 ans en 2003).

³ Elle offre notamment aux créateurs d'entreprises la faculté de constituer une sarl à capital social libre (contre 7 500 € minimum auparavant). Le montant minimum de capital exigé est de 1€.

Les autres tendances observées sont les suivantes :

Les jeunes entrepreneurs sont plus nombreux à Paris :

- 5,53% des créateurs ont moins de 25 ans, soit en augmentation de 0,9 point par rapport à 2003,
- 25,47% ont entre 26 et 35 ans, soit une hausse de 0,8 points.

Les entrepreneurs seniors sont moins bien représentés en 2004 :

- 9,94% des créateurs ont plus de 58 ans, en baisse de 0,6 point par rapport à 2003
- 73,46% d'entre eux sont des hommes, en hausse de 2,3 points en comparaison avec 2003.

Les femmes entrepreneures sont bien représentées :

- chez les moins de 35 ans, soit +1,42 point de moins de 25 ans en 2004, et +1,71 point de 26 à 35 ans, par rapport à 2003
- chez les « seniors » de plus de 58 ans, soit 26,54%, en baisse de 2,27 points cependant en comparaison avec 2003.

Pyramide des âges des créateurs d'entreprises:

	2003			2004		
	% global	% hommes	% femmes	% global	% hommes	% femmes
Moins de 25 ans	4,46%	71,57%	28,43%	5,53%	70,15%	29,85%
Entre 26 et 35 ans	24,71%	74,29%	25,71%	25,47%	72,58%	27,42%
Entre 36 et 45 ans	30,95%	74,95%	25,05%	31,02%	74,71%	25,29%
Entre 46 et 58 ans	29,29%	74,02%	25,98%	28,04%	74,50%	25,50%
Supérieur à 58 ans	10,59%	71,19%	28,81%	9,94%	73,46%	26,54%



**RADIATIONS D'ENTREPRISES DU REGISTRE DU COMMERCE :
LA TENDANCE DE L'ANNEE 2004**

**Baisse des radiations volontaires de -0,92%
Mais augmentation de 25,96% des radiations d'office⁴ par rapport à 2003**

10 504 dirigeants ont volontairement radié leur entreprise du Registre du commerce et des sociétés en 2004, en baisse de 0,92% par rapport à 2003. Février (1 140), mars (1 004) et décembre 2004 (1 493) ont enregistré le plus de radiations, qui s'équilibrent à 875 radiations mensuelles en moyenne sur 2004.

Viennent s'ajouter à ces radiations volontaires, 19 262 entreprises radiées d'office par le greffe en 2004, soit +25,96% par rapport à 2003. En 2004, le greffe a accentué ses opérations d'apurement du Registre du commerce, pour en extraire les entreprises ayant cessé toute activité à la suite d'un déménagement, d'une procédure de liquidation judiciaire ou à la suite d'irrégularités constatées (non-production de pièces justificatives par exemple). Les radiations d'office ont été particulièrement élevées en mars (3 181 entreprises), mai (2 374 entreprises), juin (2 378 entreprises), et septembre 2004 (2 341 entreprises).

Au total, 29 766 entreprises ont disparu du Registre du commerce parisien en 2004, en hausse de 14,96% par rapport à 2003, essentiellement en raison de l'augmentation des radiations d'office, ce qui ne remet pas en cause l'attractivité de Paris pour les entrepreneurs.

⁴ Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commis à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...

Radiations du Registre du commerce	Janvier à décembre	
	Radiations volontaires	Radiations d'office
2004	10 504	19 262
2003	10 601	15 292
Evolution en %	-0,92%	25,96%



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES OU CREDITS BANCAIRES : LA TENDANCE DE L'ANNEE 2004

**Hausse des investissements des entreprises (+2,23%),
et des prêts bancaires accordés aux entrepreneurs (+2,25%)
en 2004 par rapport à 2003**

En 2004, les inscriptions de nantissement de fonds de commerce et outillage ont enregistré une hausse de 2,23% par rapport à 2003, tendant à indiquer que les entrepreneurs ont davantage investi l'an passé pour acquérir un fonds de commerce, rénover un local commercial, ou acheter le matériel nécessaire à l'exploitation de leur activité. Ces inscriptions se sont maintenues à un niveau équilibré tout au long de l'année 2004, soit 638 par mois en moyenne.

Toujours en 2004, 7 039 entrepreneurs ont sollicité et obtenu un prêt bancaire, soit 2,25% de plus qu'en 2003, ce qui semble témoigner d'une confiance accrue des banques en leur faveur.

Inscriptions de privilèges et de nantissement	Janvier à décembre	
	Inscriptions de fonds de commerce et outillage	Dont inscriptions correspondant à l'octroi de prêts bancaires
2004	7 661	7 039
2003	7 494	6 884
Evolution en %	2,23%	2,25%



ENDETTEMENT FISCAL ET SOCIAL ⁵ : LA TENDANCE DE L'ANNEE 2004

**Baisse de 13,02% des inscriptions de privilèges de la Sécurité Sociale
par rapport à 2003
Hausse de 1,70% des inscriptions de privilèges du Trésor public**

L'Urssaf ou les caisses de retraite ont inscrit 21 720 inscriptions de privilèges auprès du greffe en 2004, correspondant à des cotisations sociales impayées par les entrepreneurs, soit **une baisse de 13,02% par rapport à 2003**. En valeur, ces inscriptions enregistrent également une diminution de 15,09% en 2004, en comparaison avec 2003.

⁵ Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

Avec **19 118 inscriptions de privilèges, prises par le Trésor public** auprès du greffe en 2004, l'endettement fiscal des entrepreneurs parisiens enregistre une hausse de 1,70% par rapport à 2003. Cette hausse en volume s'accompagne néanmoins d'une baisse en valeur, puisque le montant des sommes dues et conservées par le greffe diminue de 7,89% en 2004, en comparaison avec 2003.

Endettement des entrepreneurs : Inscriptions de privilèges du Trésor public et l'Urssaf	Janvier à décembre	
	Trésor public	Urssaf
2004	19 118	21 720
2003	18 798	24 972
Evolution en %	1,70%	-13,02%
Variation du montant cumulé des sommes conservées par le greffe	-7,89%	-15,09%



JUGEMENTS D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT ET DE LIQUIDATION JUDICIAIRES : TENDANCE DE L'ANNEE 2004

Baisse des jugements d'ouverture en 2004 : -4,39%
**Diminution de 22,00% du passif cumulé et de 38,94% des effectifs salariés concernés
par rapport à 2003**

En 2004, le Tribunal de commerce de Paris a prononcé 4 442 décisions d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires à l'encontre des 298 158 entreprises parisiennes en activité, soit un « taux de mortalité judiciaire » qui s'établit à 1,49%.

Pour 2004, les jugements d'ouverture de procédures collectives diminuent de 4,39% en comparaison avec 2003, soit une moyenne mensuelle de 370 décisions. Avril (353 décisions), mai (370 décisions), juillet (194), août (157) et décembre 2004 (337) sont les mois qui ont enregistré le nombre le plus faible de jugements d'ouverture.

Jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires	Janvier à décembre
2004	4 442
2003	4 646
Evolution en %	-4,39%
Emplois concernés <i>En données corrigées*</i>	-38,94%
Passif cumulé déclaré <i>En données corrigées*</i>	-22,00%

❖ Baisse du passif cumulé déclaré au greffe : -22,00% par rapport à 2003

En 2004, le passif déclaré au greffe par les entreprises défailtantes s'élève à 1 314 080 000 €, soit +3,16% en comparaison avec 2003. En données corrigées⁶, les entreprises parisiennes ont cumulé 993 666 175 €, ce qui représente une baisse de 22,00% par rapport à 2003, et un passif moyen de 223 698 €.

⁶ Les données corrigées s'obtiennent en soustrayant les passifs déclarés et les effectifs salariés des entreprises qui entrent dans le cadre du régime « général » des procédures collectives. Ce régime englobe les entreprises qui disposent d'un chiffre d'affaires supérieur à 3 048 980 € et/ou employant au moins 50 salariés.

❖ **Baisse de -38,94% des effectifs salariés directement concernés par les procédures collectives**

14 604 salariés ont été directement touchés par les jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires en 2004, contre 15 348 en 2003, soit une baisse de 4,85%. En données corrigées⁶, cette diminution s'élève à 38,94%.

Les secteurs d'activité qui ont impliqué le plus grand nombre de salariés ont été les suivants en 2004 :

- les services aux entreprises : 6 090 salariés, soit 47% des effectifs totaux,
- le commerce : 2 098 salariés, soit 16% des effectifs totaux,
- l'industrie manufacturière : 1 686 salariés, soit 13% des effectifs totaux.

❖ **Les décisions d'ouverture en 2004 à l'encontre d'entreprises importantes**

63 entreprises importantes, qui employaient 5 233 salariés, ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires devant le Tribunal de commerce de Paris en 2004. Leur passif cumulé, déclaré auprès du greffe dans leur déclaration de cessation des paiements, s'élève à 320 414 071 €.

7 entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire ont déclaré un passif élevé, compris entre 10 et 95 millions €. Elles exerçaient leur activité dans les secteurs suivants :

- 4 entreprises du secteur de la mode (couture, haute couture, prêt à porter et accessoires de mode), soit 583 salariés au total,
- 1 entreprise était engagée dans la distribution de produits et de services appartenant à l'univers des activités de plein air (133 salariés),
- 1 entreprise exerçait dans le domaine des transports, elle employait 2 995 salariés,
- 1 entreprise du secteur du tourisme (133 salariés).

En 2004, l'économie parisienne a évolué dans une conjoncture plus favorable, avec une année marquée par une baisse des défaillances d'entreprises, s'accompagnant d'un passif et des effectifs salariés touchés moindre qu'en 2003.



PREVENTION DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES : LA TENDANCE DE L'ANNEE

Hausse de 27,43% des détections d'entreprises potentiellement en difficulté et de 18,51% nombre d'entretiens accordés par les Juges de la Prévention par rapport à 2003

En 2004, le greffe a détecté 2 476 entreprises présentant des signes de difficulté, en hausse de 27,43% par rapport à 2003. Leurs dirigeants ont été reçus par les juges de la Commission de la Prévention, qui a entendu 2 766 chefs d'entreprises au total en 2004, soit une augmentation de 18,51%.

Les entretiens menés par les juges visent à faire le point sur les difficultés rencontrées par les entrepreneurs en vue de les solutionner et de sauvegarder l'entreprise et ses emplois. L'action de la Prévention a une incidence positive sur la survie des entreprises, ainsi que le montre la baisse de 4,39% des redressements et des liquidations judiciaires à Paris en 2004.

Par ailleurs, le Tribunal de commerce de Paris a accordé 138 règlements amiables⁷ en 2004 (mandats ad'hoc et conciliation) aux entrepreneurs parisiens, en augmentation de 4,55% par rapport à 2003.

⁷ Le mandat ad'hoc et la conciliation permettent au dirigeant de négocier ses dettes avec ses créanciers et ses partenaires (actionnaires actuels ou futurs, partenaires financiers, co-contractants, etc...), sous l'égide d'un professionnel complètement neutre. L'objectif visé est d'assurer tant la continuité de l'exploitation que la pérennité de l'entreprise.

❖ Hausse de 42,71% des effectifs salariés concernés par la Prévention des difficultés

Fin décembre 2004, 9 843 salariés étaient directement concernés par la Prévention des difficultés des entreprises, en hausse de 42,71% par rapport à la même période en 2003⁸.

En termes d'effectifs salariés, les secteurs d'activité les plus concernés par la Prévention en 2004 ont été les suivants

- services aux entreprises : 38%
- commerce : 20%
- Industrie manufacturière : 17%

Au total, 125 098 personnes ont été concernées par la détection des difficultés des entreprises en 2004, en augmentation de 65,80% en comparaison avec 2003.

L'action de Prévention du Tribunal de commerce de Paris contribue au sauvetage des entreprises : 84% des entreprises dont le dossier a été ouvert en 2004 sont toujours en activité. Pour 64% de ces entreprises, leur dossier est en cours d'examen par les juges, le Tribunal a ouvert une enquête pour 18,3% d'entre elles, et 1,7% font l'objet d'une procédure amiable (sous l'égide d'un mandataire ad'hoc ou d'un conciliateur). 17,6% font l'objet d'un jugement d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire.

Prévention des difficultés des entreprises:	Janvier à décembre	
	Dossiers ouverts	Entretiens accordés
2004	2 476	2 766
2003	1 943	2 335
Evolution en %	27,43%	18,51%

⁸ Il s'agit des salariés des entreprises dont le dossier était en cours d'examen par les juges de la Prévention au 30 décembre 2004.